

SAUVETAGE DU GRAND ÉCRAN

RÉCAPITULATIF

des actions menées par l'association *Sauvons le Grand Ecran* depuis 2005
contre la destruction programmée du [Grand Ecran Italie](#)

Dès l'annonce de la fermeture du [complexe audiovisuel "Grand Ecran Italie"](#) (publiée en mars 2005 dans [Le Parisien](#)), le collectif *Sauvons le Grand Ecran* (déclaré en [association](#) fin décembre 2005) s'insurge contre la [disparition programmée](#) de ce pôle d'attraction majeur du sud-est francilien.

En avril 2005, en l'absence de toute mesure prise par la mairie - en dépit de l'[engagement](#) du maire du 13^e en faveur de la salle en février 2005- *Sauvons le Grand Ecran* lance une [pétition](#), suivie peu après d'un [site Internet](#) (conforté par les déclarations du maire⁽¹⁾, le collectif demande aux signataires d'adresser la [pétition](#) directement à la mairie).

La pétition (papier et en ligne) recueille des milliers de [signatures](#), incluant des personnalités de tous bords, dont deux anciens ministres de la culture (Jack Lang et Jacques Toubon).

La [mobilisation](#) réussit à retarder la [fermeture](#), initialement prévue en juillet 2005, pour la fin de l'année.

Malgré ses bonnes [performances](#) et la [convention](#) en cours liant [EuroPalaces](#) (Pathé-Gaumont) et la Ville de Paris, et en l'absence de tout plan de sauvetage, la salle ferme ses portes [début 2006](#).

En septembre 2006 et mai 2007, des [recours](#) contentieux sont engagés par l'association contre les autorisations accordées par la [CDEC](#)⁽²⁾ aux enseignes commerciales et contre le [permis de construire](#). Ces procédures sont actuellement en [appel](#).

Depuis, les multiples [demandes de protection](#) émanant des riverains, [élus](#) ou [associations](#), ainsi que les propositions de [repreneurs potentiels](#), sont invariablement écartées sous des prétextes divers (notamment que « la salle est déjà vendue » ou que « les travaux vont bientôt commencer »).

Fait nouveau depuis 2009 : le [projet](#) commercial au profit des enseignes "Habitat" et "H&M" est devenu caduque du fait que la société Teycpac-Hammerson-Italie n'a pas prolongé la promesse de vente signée avec [EuroPalaces](#) suite aux procédures en appel lancées par l'association en juillet 2009.

En septembre 2010, les travaux de la [Fondation Pathé](#) (prévus à l'emplacement de l'ancien *Gaumont-Rodin*⁽³⁾ en [contrepartie](#) de la fermeture du *Gaumont Grand Ecran*) ne laissent entrevoir qu'une [façade éventrée](#).

Devant le vide culturel laissé sur la place centrale d'un des plus grands arrondissements parisiens, l'association considère qu'il y a plus que jamais urgence à engager une véritable concertation sur l'avenir du *Grand Ecran Italie*. Mais depuis 2005 cette démarche citoyenne - reprise récemment par les [conseils de quartier](#)⁽⁴⁾ - se heurte à des fins de non-recevoir de la part du [maire de Paris](#), du [maire du 13^{ème}](#), ou du [ministère de la culture](#) !

⁽¹⁾ « Je m'opposerai par tous les moyens juridiques et politiques à la transformation en magasins de (cette) salle. Je suis étonné que des professionnels comme Gaumont et Pathé, qui ont été l'honneur du cinéma français, puissent aujourd'hui avoir confié leurs intérêts à des "margoulines" sans scrupules » (Interview de Serge Blisko, maire du 13^{ème} arrondissement, le 18 février 2005 sur France3 Ile-de-France)

⁽²⁾ Commission Départementale d'Équipement Commercial

⁽³⁾ fermé par EuroPalaces en 2003

⁽⁴⁾ voir : La démocratie participative en question dans le 13^e



Beaucoup par ailleurs s'interrogent sur [l'immobilisme](#) - voire l'autisme - des [pouvoirs publics](#) dans cette affaire.

La sauvegarde du Grand Écran Italie, déclaré « [d'intérêt général](#) » par la Ville de Paris, s'inscrit dans un combat citoyen bien au-delà des clivages politiques. Et le fait que ce superbe complexe multiculturel (présenté lors de sa construction comme une [réalisation de la municipalité](#)) se soit trouvé jusqu'ici principalement défendu par des élus UMP ou UDF/Modem aux [Conseils de Paris](#) ou [Conseils d'arrondissement](#) ne fait pas de l'association *Sauvons le Grand Ecran* - qui rassemble des personnes de tous horizons - une "association de droite" instrumentalisée par l'UMP, comme une rumeur totalement infondée se plaît à le faire croire.

**"Sauvons le Grand Ecran" est une association apolitique et indépendante, ouverte à tous.
Ses seules ressources proviennent de ses adhérents.**

Pour les défenseurs de cet équipement [d'exception](#), la question n'est pas de se demander pourquoi quelques élus dits "de droite" prennent fait et cause pour le Grand Écran, mais pour quelles raisons malgré l'engagement public du [maire du 13^{ème}](#) les élus de la majorité PS-PC-Vers (dont certains ont pourtant signé la pétition) rejettent systématiquement toutes les demandes de protection du premier pôle d'animation de l'arrondissement. Et pourquoi les personnalités qui ont ouvertement défendu la salle se trouvent désormais aux abonnés absentes ! (Comme reste inexplicable le revirement des représentants des Chambres consulaires⁽¹⁾ qui après s'être déclarés farouchement opposés à la transformation du Grand Écran en magasins ont donné leur accord aux enseignes commerciales lors de la [CDEC du 22 juin 2006](#) !).

Si le maire de Paris s'est trouvé jusqu'ici la principale cible des attaques de l'association ce n'est en aucun cas pour des raisons politiciennes mais parce qu'il était le seul garant de la [convention](#) destinée à protéger la vocation culturelle des lieux⁽²⁾ (même si entretemps la majorité municipale a changé de bord). L'association ne remet donc pas en cause quelque groupe politique que ce soit, mais le fait que des élus censés défendre l'intérêt collectif n'aient privilégié jusqu'à présent que le point de vue de quelques grands groupes privés.

On se heurte d'ailleurs à la même [omerta](#)⁽³⁾ dès qu'on dépasse le niveau local, et nos démarches n'ont pas été plus concluantes auprès des représentants de la majorité gouvernementale (y compris du [Ministère de la Culture](#)) que de la majorité municipale. Une seule chose est frappante, c'est qu'ils tiennent tous le même langage : celui d'[EuroPalaces](#) !

**Le problème ce n'est ni la droite ni la gauche,
mais la soumission aveugle à une loi du marché sans contrôle
qui permet de vouer à la démolition un équipement de l'envergure du Grand Écran Italie,
déclaré « d'intérêt général » par le Conseil de Paris.**

**A l'image des spectateurs d'une salle de cinéma, le Grand Écran n'est ni de gauche ni de droite.
Il appartient à tous de le sauver.**

(1) Chambre de Commerce et Chambre des Métiers

(2) approuvée par le Conseil de Paris en 1988 et 1991

(3) déjà relevée par les journalistes de [France3](#) Ile-de-France en 2005